



BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 1 – 12 mars 2021



Pays nordiques

	France	Suède	Danemark	Norvège	Finlande	Islande
Nombre de contaminations	3 963 165	707 192	217 798	77 169	63 889	6 069
Taux de contamination (pour 100 000 habitants)	5 914,03	6 912,79	3 751,84	1 448,31	1 157,85	1 700,00
Nombre de décès	89 565	13 077	2 382	632	776	29
Taux de décès (pour 100 000 habitants)	133,7	127,8	41,0	11,9	14,1	8,1
Nombre de personnes ayant reçu au moins une dose de vaccin	4 160 000	722 519	560 656	428 995	514 000	33 289
Part de la population ayant reçu au moins une dose de vaccin (%)	6,2%	7,1%	9,7%	8,1%	9,3%	9,3%

Chiffres du 11 mars 2021 - Sources : Eurostat, Worldometers, Agences nationales de Santé



Danemark

Le nombre de Danois percevant des allocations chômage augmente de nouveau (151 000 personnes) et se rapproche des niveaux observés lors du premier confinement du printemps 2020 (156 000). Avant la crise, le Danemark comptabilisait 107 000 allocataires. Malgré divers régimes de compensation salariale (chômage partiel), ce nombre avait augmenté de façon rapide dans les semaines qui avaient suivi le premier confinement. Après une brève accalmie à l'été 2020 attribuable à l'assouplissement des restrictions, le second confinement de

novembre 2020 s'est traduit par une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi. Pour mémoire, les Danois doivent être membres d'une caisse de chômage, afin de pouvoir bénéficier de prestations chômage pendant deux ans (sous certaines conditions). Pendant la crise covid-19, une majorité parlementaire a voté la suspension de cette règle des deux ans.

La dette des Danois à l'État continue d'augmenter en 2020, à +4.7% par rapport à 2019, pour atteindre 135 Mds DKK (8,2 Mds€), soit 6% du PIB. Il y a 15 ans, ce montant n'était que de 50 Mds DKK (6,7 Mds€). Malgré la création l'an

dernier du nouveau système de recouvrement de créances PSRM (Public Service Revenue Management), les pouvoirs publics n'ont pu récupérer que 1,9 Md DKK (255 M€) en 2020, soit le triple de l'année précédente mais un niveau « insuffisant » pour le ministre des Impôts. Le nouvel outil permet notamment à l'État de prélever un pourcentage sur le salaire des mauvais payeurs. Parmi les lourdes dettes figurent les amendes de police impayées ou le trop-perçu des bourses étudiantes, mais aussi le non-paiement de l'impôt sur les sociétés et de la TVA.

Vers un assouplissement des règles budgétaires de la loi de Finances danoise ? Votée il y a plus de 10 ans sous gouvernement social-démocrate, la loi encadrant les déficits publics devrait, pour le Conseil des Sages et la Banque nationale, être assouplie, afin que le gouvernement puisse mener une politique budgétaire plus expansionniste en temps de crise. Plus précisément, les Sages suggèrent d'autoriser un déficit du solde structurel égal à 1% du PIB, contre 0,5% aujourd'hui. Pour la Banque centrale, l'esprit de la loi de Finances doit être préservé, mais elle propose aussi d'augmenter la limite du déficit à 1%. Celle-ci est, en effet, beaucoup plus restrictive que ne le permettent les règles européennes. La Confédération de l'industrie danoise met quant à elle en garde contre un assouplissement trop marqué, et appelle le gouvernement à s'en tenir à la limite actuelle. Les débats au Parlement devraient débuter dans courant mars.

Jamais les suspicions de blanchiment d'argent n'avaient atteint un tel niveau. En 2020, le Procureur général chargé des délits économiques et internationaux spéciaux (SØIK) a reçu plus de 73 000 notifications de craintes de blanchiment, soit +37% par rapport à 2019 et cinq fois plus qu'en 2015. La plupart de ces signalements proviennent des banques du pays (80%). Pour les autorités, ce nombre croissant est un bon signe qui démontre

le travail efficace des banques dans la prévention du crime financier.

Finlande

En 2020, l'économie finlandaise a mieux résisté que la moyenne des pays de la zone euro. Le PIB de la Finlande s'est contracté de 2,9% l'année dernière, une chute nettement moins importante qu'au niveau de la zone euro (-6,6%). Cette meilleure situation s'explique par une moindre propagation de l'épidémie dans le pays, qui a permis d'éviter le recours à des confinements « stricts ». D'autres facteurs sont liés à la structure de l'économie : les secteurs de l'hébergement, de la restauration et du tourisme ont une part moins importante dans le PIB que dans de nombreux autres pays de la zone euro. Par ailleurs, la mise en place du télétravail a été facilitée par les compétences élevées des employés Finlandais en matière de numérique. Le PIB devrait croître de 2,2% en 2021 et de 2,5% en 2022. À plus long terme, les perspectives de croissance seraient cependant limitées par le sous-emploi, le manque d'investissements productifs et une faible croissance de la productivité.

Les élections municipales seront reportées en raison du risque épidémique élevé. Initialement prévues le 18 avril, les élections municipales devraient finalement être reportées au 13 juin, sous réserve d'une approbation formelle du Parlement. Cette décision a été prise à la suite d'une estimation du nombre potentiel de cas de covid le 18 avril, journée initialement retenue pour le vote. Le scénario le plus pessimiste prévoit jusqu'à 11 200 nouveaux cas ce jour-là, alors que sur la dernière semaine de février, ce flux quotidien était estimé à seulement 560 en moyenne.

État des lieux de la vaccination contre la covid-19. Au 10 mars, 9,3% de la population finlandaise (soit environ 515 000 personnes) ont

reçu au moins une dose de vaccin, et 1,5% (85 200 personnes) ont reçu les deux doses. La première dose a été administrée à près de 68% des plus de 80 ans et 23% des 75-79 ans. La stratégie vaccinale élaborée par le gouvernement définit trois groupes prioritaires : le personnel soignant en établissement de santé et en Ehpad (environ 100 000 personnes) ; les personnes âgées de plus de 70 ans (800 000 personnes) ainsi que les personnes dont les conditions de santé exposent à un risque de maladie grave.

Islande

Le PIB islandais recule de 6,6% en 2020 par rapport à 2019. L'office islandais de statistiques a publié le 26 février les résultats économiques préliminaires de l'année 2020, qui indiquent un recul de 6,6% du PIB par rapport à l'année précédente. En raison de l'augmentation de la population de 1,7%, la diminution du PIB par tête atteint 8,2%, soit la baisse la plus forte enregistrée depuis 1949, première année de calcul de cet indice en Islande. Principale cause de la chute du PIB, les exportations et les importations de biens et services ont reculé respectivement de 30,5% et de 22% par rapport à l'année 2019.

Un consortium dirigé par le groupe français Artelia a remporté l'appel d'offres de conception intégrée du futur système de transports urbains de l'agglomération de Reykjavik dénommé « Borgalina ». Outre Artelia et sa filiale scandinave MOE, ce consortium est composé du cabinet d'architecte danois Gottlieb Paludan ainsi que de deux partenaires islandais, la société de conseil en ingénierie HMIT et le cabinet d'architecture YRKI. La première phase du projet porte sur la construction de 14,5 km d'infrastructures et d'environ 25 stations d'un réseau de bus à haut niveau de service

(BHNS) répondant aux critères les plus élevés en matière de protection de l'environnement.

Le développement des échanges de biens et services conditionne la prospérité de l'île. Le ministère des Affaires étrangères a publié en décembre 2020 un rapport consacré à la politique commerciale de l'Islande qui souligne que le développement des échanges de biens et services conditionne la prospérité de l'île. L'Islande, qui ne participe pas à l'Union douanière tout en bénéficiant d'un accès au marché unique en sa qualité de membre de l'EEE, met l'accent sur le respect des règles de l'OMC et la conclusion d'accords de libre-échange répondant aux intérêts des acteurs économiques islandais et aux évolutions des échanges mondiaux. Le rapport mentionne que l'Islande est liée par un accord commercial ou douanier avec 74 États ou régions, y compris les accords de l'AELE qui entreront en vigueur prochainement avec l'Indonésie, l'Équateur et le Guatemala. À ces accords devraient s'ajouter ceux en attente de signature avec le Mercosur, l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay ainsi que ceux en négociation avec l'Inde, la Malaisie et le Vietnam.

Norvège

Bergen Engines. La ministre de la Justice, Monica Mæland, envisage d'appliquer la loi sur la sécurité nationale pour stopper le rachat par l'entreprise russe TMH de Bergen Engines, filiale de Rolls Royce qui fournit les garde-côtes norvégiens. Le gouvernement estime en effet que les risques pour la sécurité norvégienne ne peuvent pas être exclus si la vente est réalisée. La ministre pourrait s'exprimer sur cette affaire devant le Storting aux côtés de Frank Bakke-Jensen, ministre de la Défense. L'Autorité nationale de sécurité (NSM) a informé Rolls Royce de cette initiative du gouvernement.

Statoil en Angola. La commission de contrôle et de constitutionnalité du Storting a entendu deux anciens PDG d'Equinor (alors Statoil) à propos du versement de 700 M NOK (environ 69,4 M€) à l'Angola en 2011, pour le financement d'œuvres sociales et d'un centre de recherche qui n'ont jamais vu le jour. Helge Lund et Eldar Sætre ont reconnu que la compagnie aurait dû être plus regardante sur l'utilisation de cet argent par l'Angola, même si les règles en vigueur à l'époque avaient été respectées. De son côté, le député travailliste Dag Terje Andersen, à la tête de la commission de contrôle, n'écarte toujours pas les soupçons de corruption dans ce dossier. La ministre du Pétrole et de l'Énergie, Tina Bru, a demandé à Equinor de clarifier l'affectation de ces fonds en Angola.

Fonds pétrolier aux îles Caïman. Bien que le fonds souverain norvégien se soit retiré pour la première fois de sept entreprises pour manque de transparence fiscale en 2020, ses investissements aux îles Caïman ont augmenté l'an dernier de 100 Mds NOK (9,9 Mds€) à 282 Mds NOK (27,9 Mds€, +55%). De son côté, l'organisation Tax Justice Norway regrette que le Fonds pétrolier soit de plus en plus présent dans ce paradis fiscal et rappelle que ce territoire est la troisième juridiction la plus agressive sur le plan fiscal dans le monde.

Désaccords sur la pêche entre la Norvège et ses partenaires européens. La Commission européenne dénonce la « décision unilatérale » de la Norvège de réduire les quotas de cabillaud de l'UE au large du Svalbard. Elle regrette qu'Oslo ait imposé ce choix sans discussions préalables et y voit une discrimination contraire aux dispositions du traité du Svalbard. Des mesures de rétorsion sont envisagées par Ursula von der Leyen, rapporte Nationen. Le ministre norvégien de la Pêche, Odd Emil Ingebrigsten, rétorque que les 46 pays signataires ne peuvent pas fixer eux-mêmes leurs quotas de pêche dans la zone. Selon Nationen, l'UE aurait également attribué de manière

unilatérale des quotas de crabes des neiges, ce qui pourrait raviver les tensions de 2017 et remettre en question l'approche norvégienne des ressources du plateau continental. Selon le chercheur Andreas Østhagen (Institut Fridthjof Nansen), la Norvège se heurte en réalité à un lobbying des pays baltes, en premier lieu la Lettonie et la Lituanie, principaux bénéficiaires des quotas de crabes des neiges au Svalbard.

Norwegian. La justice irlandaise a accepté que Norwegian mette un terme aux contrats de leasing portant sur 36 avions, malgré le refus de ses créanciers. La compagnie pourra donc restituer ses Boeing 737 en leasing à ses quatre créanciers, parmi lesquels figure le Crédit Agricole.

Schneider Electric. Le gouvernement norvégien a expliqué pourquoi des représentants de l'entreprise française Schneider Electric, qui voulaient se rendre sur l'usine d'interrupteurs et de prises électriques de Modum pour y démanteler des machines, seront autorisés à entrer en Norvège. Pour rappel, Schneider Electric a annoncé l'été dernier la délocalisation du site en Allemagne, affectant 85 employés. L'entreprise électrique Elko, rachetée par Schneider Electrics en 1999 et qui gérait les activités du site de Modum, est choquée que le gouvernement ait laissé entrer ces huit personnes en Norvège. « L'objectif d'autoriser l'entrée en Norvège est de maintenir l'activité dans le pays. Maintenant, c'est exactement le contraire qui se produit », regrette la leader d'Elko, Elin Kolloen. Le groupe doit arriver en Norvège jeudi prochain et commencer le démantèlement après avoir effectué une période de quarantaine.

Suède

Le PIB suédois a reculé de 2,8% en 2020. La baisse du PIB de 0,2% au T4 a ramené la baisse du PIB à 2,8% en 2020 par rapport à

2019. Une demande intérieure plus faible que prévue et des ajustements des stocks plus importants expliquent une fin d'année moins dynamique que ce que laissaient entendre les chiffres provisoires communiqués fin janvier.

La Suède n'est plus le pays nordique le plus égalitaire dans le monde des affaires. C'est ce que semble montrer le dernier rapport de la Fondation Allbright : alors que les autres pays nordiques progressent nettement en faveur de l'égalité des sexes, notamment sur le plan professionnel, moins de 10% des postes de CEO sont occupés par des femmes en Suède. Quant aux postes de direction générale de grands groupes, la Suède a été largement rattrapée – voire dépassée – par les autres pays nordiques (comme le montre le tableau ci-dessous), à l'exception du Danemark (qui devrait néanmoins afficher de meilleurs scores que la Suède d'ici deux ans si la tendance reste la même). De plus, en 2020, aucune entreprise cotée en Bourse n'a atteint l'objectif d'une répartition équitable des postes de décision : 1 entreprise sur 5 ne compte aucune femme dans son équipe de direction. Véritable source d'inspiration hier, la Suède semble aujourd'hui en retard sur les questions d'égalité des genres, pour lesquelles aucune législation contraignante n'a été mise en place, contrairement à la Norvège, l'Islande ou la Finlande (pour les institutions publiques). Cependant, compte tenu de ce *statu quo*, et pour répondre aux limites de l'autorégulation qui fait pourtant foi en Suède, il ne semble pas impossible que les dirigeants politiques suédois rouvrent le débat sur les quotas.

Part des femmes au sein des directions générales de grands groupes

	2015	2020
Suède	24%	25%
Norvège	17%	30%
Finlande	16%	25%
Islande	17%	25%
Danemark	8%	20%

Les personnes vaccinées pourront obtenir une « preuve de vaccination » à partir du 1^{er} juin. L'agence de la Digitalisation, mandatée en février par le gouvernement pour coordonner l'action des différents acteurs dans la mise en place d'un passeport de vaccination, a rendu le 5 mars son premier rapport. A partir du 1^{er} juin, les personnes vaccinées pourront, à l'aide d'une identification numérique, demander une attestation de vaccination élaborée à partir du registre national de la vaccination. Il sera également possible de choisir le format de cette attestation (QR-code, courrier numérique, courrier papier, etc). Les agences travaillent également à la mise en place d'une infrastructure permettant aux douaniers et autres personnels habilités à vérifier l'authenticité du document. Le ministre de la Digitalisation, Anders Ygeman, précise que cette preuve de vaccination a surtout pour but d'être utilisée lors des voyages et doit donc être conforme aux exigences européennes et internationales. Cependant, le ministre n'exclut pas que certaines activités (culture, restauration, etc.) puissent également y avoir recours.

IK Investment Partners multiplie les acquisitions en France depuis fin 2020. Ce groupe de capital investissement dont la création remonte aux années 80 et qui figure parmi les plus importants acteurs en Suède investit depuis déjà plus de 20 ans en France. Parmi les récentes acquisitions menées par le bureau parisien, on note :

- ✓ Prise de participation en janvier 2021 de LSA Courtage, une plateforme d'acquisition, de distribution et de gestion de contrat d'assurance non-vie qui occupe 125 employés (www.lsa-courtage.com/) ;
- ✓ Prise de participation en janvier 2021 de Valorisa Capital (www.valoriacapital.fr/), plateforme de gestion de fortune et d'actifs (placements financiers et immobiliers et gestion de trésorerie des entreprises) ;
- ✓ Rachat de Kersia (<https://www.kersia-group.com/fr/>) en décembre 2020, un

- spécialiste de la biosécurité et de la sécurité des aliments. La société, qui affiche désormais plus de 300 M€ de chiffre d'affaires, est présente dans plus de 120 pays et emploie plus de 1 500 collaborateurs sur 26 sites industriels ;
- ✓ Prise de participation en décembre 2020 dans Questel (www.questel.com/fr/a-propos-de-questel/bureaux), ex-filiale du groupe Orange et leader mondial des logiciels et services technologiques de gestion de la propriété intellectuelle. Le groupe compte 500 collaborateurs et des bureaux dans 28 pays.

La valorisation de la fintech Klarna surpasse celle des trois grandes banques suédoises Swedbank, Handelsbanken et SEB. Klarna a levé 1 Md\$ (environ 8,5 Mds SEK, 840 M€) de nouveaux financements, pour une valorisation de 262 Mds SEK (25,8 Mds€), soit presque le triple de sa valorisation de l'automne 2020. Le PDG et co-fondateur Sebastian Siemiatkowski a déclaré que ce capital sera utilisé pour financer l'expansion continue de Klarna, qui pourrait également faire plusieurs acquisitions. Klarna fera également don de 1% du capital (soit 85 M SEK, 8,4 M€) à une nouvelle initiative qui « se concentre sur des défis importants en matière de durabilité dans le monde ».

Le ministre des Infrastructures Tomas Eneroth commande une nouvelle étude du projet de ligne à grande vitesse. L'administration suédoise des Transports (*Trafikverket*) a présenté fin février

quatre nouvelles propositions de tracé, pour des budgets entre 150 et 235 Mds SEK (entre 14,8 Mds€ et 23,2 Mds€), au lieu du schéma actuel estimé à 295 Mds SEK (29,1 Mds€). Pour réduire les coûts, Trafikverket propose de desservir moins de gares et de placer celles-ci en dehors des villes. Tomas Eneroth n'exclut pas que le nombre de stations doive être réduit, mais souligne que les nouvelles lignes à grande vitesse doivent être facilement accessibles, donc dans les centres urbains. Trafikverket devra remettre un nouveau rapport le 8 avril.

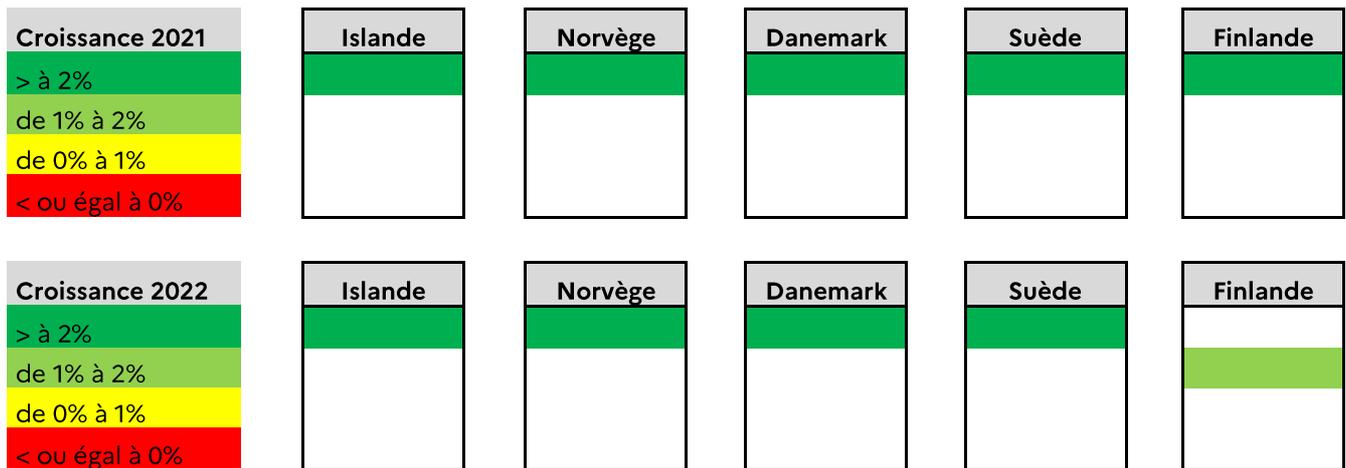
TikTok ouvre un bureau à Stockholm.

L'application de partage de vidéo et de réseautage, lancée en 2016 par le chinois ByteDance, choisit d'ouvrir son siège social nordique à Stockholm. Cette implantation, d'une forte valeur symbolique, permettra à la plateforme de toucher davantage d'annonceurs locaux. Une dizaine de personnes a déjà été employée en Suède, un chiffre qui triplera en 2021. TikTok est actuellement le réseau social qui progresse le plus au monde chez les jeunes.

Foodora lance la livraison autonome dans le centre-ville de Stockholm.

La foodtech allemande, propriété du néerlandais Takeaway, a reçu l'approbation de l'agence suédoise des Transports pour tester cette technologie sur les trottoirs. Foodora utilise un robot sur roues de fabrication italienne, qui présente une autonomie de batterie de 8 heures, une vitesse de 6 km/h et une capacité supérieure à celle des sacs des coursiers. Foodora est partenaire de Tele2, qui souligne l'importance de la 5G pour le développement de telles solutions.

Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : FMI, prévisions d'automne (octobre 2020).

PIB	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	2,8	3,1	2,5	2,0	4,4	-	3,0	3,7	3,9	3,1
Banque centrale	3,6	-	2,2	2,5	4	3,1	3,0	3,9	2,5	5,1
Institut stat./conj****	2,9	-	3,2	1,9	4,4	3,7	3,2	3,5	3,9	3,1
Commission*	2,9	3,6	2,8	2,0	2,8	-	2,7	4,0	3,1	-
FMI**	3,5	2,5	3,6	2,0	3,6	3,0	3,5	2,9	4,1	2,7
OCDE***	1,8	2,5	1,5	1,8	3,2	1,6	3,3	3,3	3,0	3,2
SEB (02/2021)	3,0	4,5	2,8	2,5	3,4	2,8	2,8	4,8	-	-
Nordea (01/2021)	2,5	3,5	3,0	2,0	2,7	4,3	4,0	3,0	-	-
Danske Bank (01/2021)	2,3	3,4	2,2	2,8	4,3	3,3	3,4	2,6	-	-

Source :

* Prévisions d'hiver (février 2021)

** World Economic Outlook (octobre 2020)

*** Perspectives économiques (décembre 2020)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration

Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Déficit public										
Gouvernement	-1,3	-1,5	-5,2	-3,3	-	-	-3,6	-1,1	-9,7	-7,3
Commission*	-2,5	-1,9	-4,8	-3,4	7,8	-	-2,5	-1,4	-9,2	-
FMI**	-3,0	-1,5	-4,1	-2,6	2,0	4,1	-2,0	-1,5	-7,0	-5,9
OCDE***	-2,9	-1,8	-5,1	-3,7	1,8	2,2	-3,8	-2,3	-13,0	-11,2

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Dette publique										
Gouvernement	40,9	41,5	71,4	72,5	-	-	40,8	39,0	57,5	62,2
Commission*	41,1	40,9	71,8	72,5	43,7	-	40,5	40,3	67,3	-
FMI**	39,3	42,6	68,6	69,1	40,0	40,0	41,7	41,4	52,5	52,7
OCDE***	40,1	40,9	68,5	72,3	-	-	38,3	38,5	90,1	-

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Autres										
Inflation (IPCH)*	1,1	1,3	1,1	1,4	1,8	-	0,8	1,3	2,8	-
Cons. privée*	4,7	2,6	3,5	3,9	3,9	-	3,4	3,6	2,9	-
Chômage (BIT)*	5,8	5,5	7,7	7,4	4,8	-	9,2	8,1	9,5	-

Source :

* *Prévisions d'automne* (novembre 2020) - Commission

** *World Economic Outlook* (octobre 2020)

*** *Perspectives économiques* (décembre 2020)

**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis*

Code couleur des mises à jour :

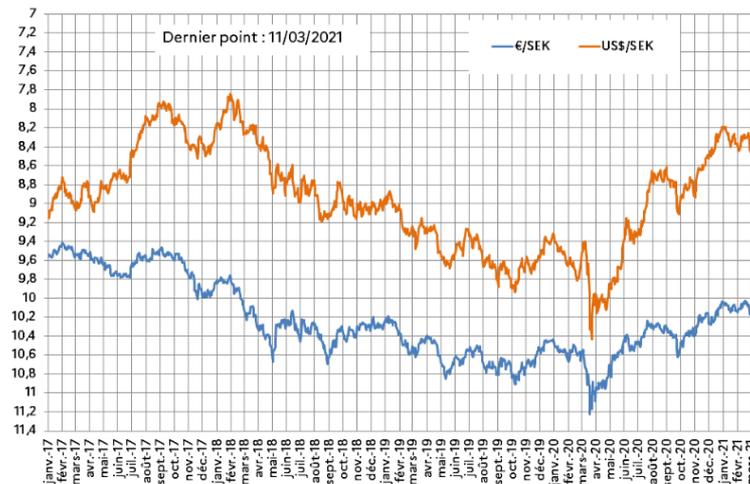
En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

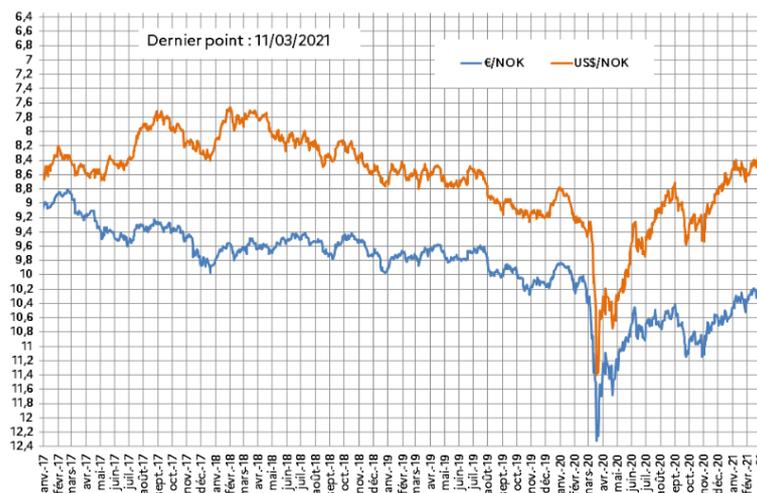
En vert : amélioration

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international